Pourquoi la Chine ne lutte-t-elle pas contre la contrefaçon ?

08/01/2010 à 10h00

Téléphones contrefaits, copies de vêtements ou films piratés – comme Avatar, la super-production américaine tout juste sortie sur les écrans, déjà vendue en DVD pour 1 ou 1,5 euro – restent largement répandus en Chine, malgré les "efforts" du gouvernement.



Les grands rendez-vous politiques chinois donnent régulièrement lieu à des coups de balai, entraînant notamment une raréfaction du DVD pirate. Pareillement, avant les jeux Olympiques de Pékin en août 2008, les Pékinois avaient pu assister à un défilé de voitures de police remplies de films saisis.

> ***La répression contre la contrefaçon entraînerait "des millions de pertes d'emplois," y compris au sein d'industries légitimes travaillant pour ce secteur. Sauf très grande motivation : en 2008, pour les JO, "le gouvernement central a fait en sorte que tout le monde comprenne qu'il ne tolèrerait pas la reproduction illégale des produits dérivés."***

Mais faux iPhone et faux sac Vuitton abondent, au point qu'un

récent rapport américain dénonçait "*les niveaux inacceptables*" de la contrefaçon chinoise, qui engendrerait des milliards de dollars de manque à gagner pour les entreprises copiées.
"*Protectionnismes locaux et corruption sont le vrai problème,*" explique Daniel Chow, de l'Université de droit d'Ohio (États-Unis). "*Le gouvernement central est probablement sincère mais les gouvernements locaux ont des intérêts directs et indirects dans la contrefaçon, importante pour l'économie locale,*" dit-il.

Disponibles dans les magasins, mais aussi sur l'internet accessible aux marchés étrangers, les faux affichent des prix dérisoires par rapport aux originaux. "*Il y a de la répression mais pas de dissuasion. Il n'y a pas de réelles conséquences pour le contrevenant qui, en général, paie une amende légère et retrouve ses activités en deux, trois semaines,*" dit Chow.
Les Occidentaux dénoncent régulièrement la situation affectant maisons de luxe, compagnies de technologie, industrie de la musique, mais aussi équipements électriques, cigarettes, médicaments… La dernière intervention est venue, avant Noël, des États-Unis, où une commission du Congrès a classé la Chine dans les cinq premiers pays de sa "*Liste de surveillance du Piratage international.*"
Le représentant au Commerce Ron Kirk s'est alors insurgé contre "*le niveau inacceptable du piratage et de la contrefaçon en Chine en dépit des campagnes antipiratage et du nombre croissant de cas de violations des droits de propriété intellectuelle portés devant les tribunaux*."
Et encore, tous les cas ne sont-ils pas détectés par des autorités manquant de moyens, souligne Victor Ho, avocat du cabinet Allen and Overy, pour qui "*ce n'est pas facile de faire la police.*" Pékin fait néanmoins des efforts et le fait savoir. Récemment, la presse officielle soulignait que la Chine depuis août avait enquêté sur plus de 500 affaires de violations de droits d'auteur sur internet et fermé des centaines de sites.
En août, quatre personnes ont été condamnées à des peines

allant jusqu’à trois ans et demi de prison pour contrefaçon du système Windows XP de Microsoft.
La Chine veut devenir le pays de l’innovation et comprend tout l’intérêt de protéger les droits de propriété intellectuelle. Ses entreprises sont d’ailleurs récemment devenue plaignantes dans plusieurs affaires. En novembre, Microsoft a ainsi été jugé coupable d’avoir indûment utilisé des polices de caractères chinois appartenant à une société chinoise.
Le mois précédent, la société chinoise des droits d’auteurs avait accusé un autre géant américain, Google, d’avoir piraté des milliers de livres pour sa librairie en ligne. Fin décembre, un tribunal de Pékin a examiné la première plainte dans le cadre de cette affaire.
Aujourd’hui la Chine